

**RAPPORT DE LA COMMISSION DE LA DEFENSE ET DE LA SECURITE SUR LES AMENDEMENTS DU SENAT RELATIFS A L'ANALYSE DU PROJET DE LOI PORTANT MODIFICATION DE LA LOI N°1/17 DU 29 AVRIL 2006 PORTANT STATUT DES HOMMES DE TROUPE DE LA DEFENSE NATIONALE DU BURUNDI.**

**I. INTRODUCTION**

En date du 30 avril 2010, les membres de la commission de la Défense et de la Sécurité se sont réunis pour analyser les amendements du Sénat relatifs à l'analyse du projet de loi portant modification de la loi n°1/17 du 29 avril 2006 portant statut des Hommes de Troupes de la défense nationale du Burundi.

**II. LES PRESENCES**

Etaient présents :

1. Honorable NDUWIMANA Jean CLAUDE, Président
2. Honorable NTAHOMENYEREYE Salvator, membre
3. Honorable MANWANGARI Jean-Baptiste, membre
4. Honorable MBUNDAGU Vestine, membre
5. Honorable BIMENYIMANA Prosper, membre
6. Honorable MIRENZO Venuste, membre
7. Honorable NTAHONZIGAMIYE Pascal, membre
8. Honorable NIYUNGEKO Charles, membre
9. Honorable NSHIMIRIMANA Georges, membre
10. Honorable MBONINYIBUKA Gilbert, membre
11. Honorable CIGUMIJE Simon, membre

Étaient empêchés :

1. Honorable TUKARERE Noëlla, Vice-Présidente
2. Honorable MANIRAKIZA Côme, Secrétaire
3. Honorable NZIGAMASABO Jean-Baptiste, membre



## II. AMENDEMENTS

N°	MATIERE AMENDEE	AMENDEMENTS PROPOSES PAR LE SENAT	MOTIVATIONS DU SENAT	AVIS DE LA COMMISSION	MOTIVATION
1.	Article 13, alinéa 1	Supprimer le bout de la phrase « <b>pendant une période de sept ans</b> » et le remplacer par « <b>jusqu'à l'âge présumé de retraite selon la catégorie de l'homme de troupe défunt</b> »	1. C'est un acquis  2. Encouragement du l'homme de troupe à s'engager jusqu'au sacrifice suprême parce qu'il est garanti que ses besoins vitaux seront pris en charge.	- Rejeté	- Justification non pertinente  - Eviter un impact budgétaire exorbitant
2.	Article 15, alinéa 1,2	Reformuler ces alinéas comme suit :  « <b>En cas de décès d'un homme de troupe en activité, ses ayants droit perçoivent, en plus du salaire du mois en cours, une allocation de décès équivalente à quatre mois de salaire brut ainsi que les frais funéraires.</b>  <b>L'employeur prend en charge également les frais funéraires du conjoint, de l'enfant mineur ou assimilé de l'homme de troupe en activité.</b>	Pour se conformer à l'article 17 du Statut des officiers de la FDN Tel qu'amendé	- Rejeté      - Rejeté	- On ne perçoit pas les frais funéraires. L'employeur en assure la prise en charge      - Cfr le Statut général des fonctionnaires
3.	Un nouvel article	Ajouter un nouvel article qui devient article 21 stipulé comme suit : « <b>Sont incompatibles avec la qualité d'homme de troupe :</b>  <b>1° Tout mandat politique de nature à entraver le</b>	L'ajout de cet article est primordial du fait que le titre parle en soi des devoirs et incompatibilités. Et pour se conformer aux autres textes.	- Accepté	- Complément nécessaire



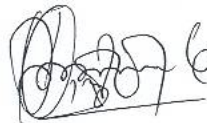
		<p>fonctionnement et les intérêts du service ;</p> <p>2° Toute activité quelconque de nature à entraver le service ;</p> <p>3° Etre membre du conseil ou des organes administratifs des sociétés privées, commerciales ou industrielles en rapport avec le service à l'exception de ceux représentant les intérêts de l'Etat dans ces établissements privés ;</p> <p>4° Avoir, dans une entreprise privée ou dans un secteur placé sous son contrôle direct ou en relation avec lui, quel que soit son mode de gestion ou sa dénomination, des intérêts de nature à l'inciter à ne pas bien accomplir son travail ou à restreindre l'indépendance et l'objectivité de son action dans l'emploi qu'il exerce ».</p>			
4.	Article 35	<p>Ajouter un 3<sup>ème</sup> alinéa ainsi : « Le <b>taux d'augmentation annuel</b> est fixé selon les normes du Statut général des fonctionnaires »</p>	<p>Pour se conformer aux autres textes de loi.</p>	- Accepté	- C'était un oubli

### **III. CONCLUSION**

Après analyse des amendements du Sénat sur le projet de loi portant modification de la loi n°1/17 du 29 avril 2006 portant statut des Hommes de Troupes de la défense nationale du Burundi, la Commission de la Défense et de la Sécurité recommande à l'auguste assemblée d'adopter à l'unanimité le projet de loi moyennant les amendements proposés.

Fait à Bujumbura, le 30./avril/2010

**Honorable NDUWIMANA Jean Claude, Président**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jean Claude Nduwimana', with a stylized flourish at the end.